

Baromètre de l'énergie 2026 d'Avenergy Suisse

Rapport d'étude

Octobre 2026

SOTCMO

MENTIONS LEGALES

Baromètre de l'énergie 2026 d'Avenergy Suisse, Octobre 2026

Client: Avenergy Suisse

Mandataire: Sotomo, Binzstrasse 23, 8045 Zürich.

Auteurs/autrices: Lisa Frisch, Sarah Pannen, Michael Hermann

1	Avenergy Suisse: Baromètre de l'énergie 2026	4
1.1	À propos de cette étude	4
1.2	Principaux résultats en bref	6
2	Objectifs et mesures en faveur du climat	10
2.1	Zéro émission nette: soutien à l'objectif, doutes quant à sa faisabilité	10
2.2	Protection du climat: de préférence par la technologie	14
3	Coûts de la transition énergétique	21
3.1	Une majorité croissante craint une baisse du niveau de vie due à la transition énergétique	21
3.2	Seule la moitié est prête à payer plus	25
4	Les prix de l'énergie au cours d'une année exceptionnelle	29
4.1	Peu d'impact, peu d'inquiétude	30
4.2	Pas de renoncement, mais une volonté croissante de changer de mode de consommation	32
5	La sécurité d'approvisionnement en point de mire	38
5.1	La sécurité d'approvisionnement est la priorité absolue	38
5.2	Les sources d'énergie d'aujourd'hui et de demain	45
6	Collecte des données et méthodologie	50

Avenergy Suisse: Baromètre de l'énergie 2026

1.1 À PROPOS DE CETTE ÉTUDE

En matière de politique énergétique, 2026 est jusqu'à présent une année exceptionnelle. La guerre en Iran a montré au monde entier à quelle vitesse les approvisionnements mondiaux en pétrole et en gaz peuvent être perturbés. Parallèlement, l'été chaud et sec a mis en évidence les conséquences immédiates du changement climatique. Ces deux événements touchent au cœur même du débat sur la politique énergétique: la sécurité d'approvisionnement, des prix énergétiques abordables et la question de savoir comment la Suisse doit faire face au changement climatique.

Ces questions sont au cœur du Baromètre de l'énergie 2026 d'Avenergy Suisse, qui mesure pour la deuxième année consécutive l'état d'esprit de la population suisse. L'étude examine comment la population évalue les questions de politique énergétique et met en évidence les évolutions des attitudes et des comportements. La comparaison avec l'enquête de l'année dernière donne des indications sur la manière dont les événements du printemps et de l'été de cette année ont influencé les attitudes et les comportements.

Quelle est aujourd'hui la position de la population vis-à-vis de l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050? Est-elle prête, pendant la canicule de l'été 2026 et au-delà, à orienter davantage son comportement vers la protection du climat? Les tensions sur les marchés de l'énergie ont-elles modifié le soutien à la transition énergétique et la volonté d'en supporter les coûts? Les gens adaptent-ils leur comportement quotidien en raison de la hausse des prix de l'énergie? Et quelles priorités la population souhaite-t-elle voir figurer dans la politique énergétique, entre sécurité d'approvisionnement, approvisionnement énergétique neutre en carbone et prix bas pour l'électricité, le chauffage et les carburants?

La guerre en Iran et la canicule estivale ont clairement laissé des traces dans le Baromètre de l'énergie Avenergy Suisse de cette année. La protection du climat occupe une place plus importante dans les esprits par rapport à l'année dernière et le soutien à la transition énergétique reste largement ancré. On note toutefois un contraste frappant avec les comportements réels. Malgré une chaleur palpable et des tensions sur les marchés de l'énergie, les gens ne sont pas pour autant prêts à payer davantage pour les énergies renouvelables; ils ne réduisent guère leur utilisation de la voiture et ne prennent pas moins l'avion. Aussi exceptionnelle que soit cette année, la Suisse continue, dans la vie quotidienne, à se comporter en grande partie comme avant.

Pour la deuxième année consécutive, le Baromètre de l'énergie est réalisé par Sotomo pour le compte d'Avenergy Suisse. 1726 personnes issues des régions germanophones et francophones de la Suisse ont participé à l'enquête. Le sondage s'est déroulé entre le 3 et le 14 juillet 2026, avant la hausse des prix du fioul, de l'essence et du diesel en septembre 2026.

1.2 PRINCIPAUX RÉSULTATS EN BREF

Objectifs et mesures en faveur du climat

Seule une minorité estime que l'objectif zéro émission nette est réalisable: une majorité de 60 % estime que la Suisse devrait viser l'objectif zéro émission nette d'ici 2050 – le soutien à cet objectif reste donc stable par rapport à l'année précédente. Pourtant, seuls 12 % pensent qu'elle atteindra effectivement cet objectif, tandis que 87 % n'y croient pas (fig. 1). La population se montre également pessimiste quant à la faisabilité fondamentale de cet objectif. Seul un quart (26 %) pense que la Suisse pourra encore atteindre la neutralité climatique d'ici 2050, même en déployant des efforts considérables (fig. 2).

Des doutes même au sein du camp écologiste: même au sein des partis ayant un profil climatique marqué, aucune majorité ne croit en la faisabilité de l'objectif zéro émission nette: ce chiffre s'élève à 40 % chez les électeurs des Verts, à 48 % chez ceux du PS et à 42 % chez ceux du PVL (fig. 3). La contradiction entre les ambitions et la confiance est donc la plus forte là où le soutien à cet objectif est le plus marqué.

La protection du climat passe de préférence par le progrès technique: la population considère que les innovations techniques constituent le levier le plus important contre le changement climatique (94 %), loin devant l'action individuelle (78 %) et les réglementations étatiques (57 %, fig. 5). Le soutien à la voie technologique a même augmenté par rapport à l'année précédente (89 %), tandis que l'adhésion aux réglementations publiques stagne (57 %, 2025: 58 %). La grande majorité de la population soutient ainsi en particulier les solutions qui interfèrent le moins possible avec ses propres habitudes.

Malgré la chaleur et la sécheresse, les comportements ne s'orientent pas encore davantage vers la protection du climat: certes, la volonté d'orienter davantage son propre comportement vers la protection du climat (fig. 6) s'accroît, mais les mesures effectivement mises en œuvre au quotidien n'ont pas augmenté par rapport à l'année précédente (fig. 7). Au contraire,

c'est en matière de climatisation que l'on observe le plus grand changement de comportement: alors que l'année dernière, près de la moitié (47 %) des personnes renonçaient à la climatisation pour préserver le climat, ce chiffre n'est plus aujourd'hui que d'un peu plus d'un tiers (35 %). Cela montre que les mesures visant à rendre les conséquences du changement climatique plus supportables occupent une place plus importante, tandis que les comportements quotidiens ne s'orientent pas davantage vers la protection du climat.

Coûts de la transition énergétique

Une majorité de la population s'attend à une baisse du niveau de vie: de plus en plus de personnes estiment que la transition énergétique réduit plutôt qu'elle ne favorise le niveau de vie en Suisse (56 %, contre 50 % l'année précédente, fig. 8). La population soutient néanmoins la transition énergétique: 71 % la jugent importante, et une majorité estime que ses progrès sont trop lents (56 %, fig. 9).

Seule la moitié serait prête à payer plus cher pour les énergies renouvelables: Seule la moitié de la population (49 %) est prête à payer plus cher pour l'énergie issue de sources renouvelables. Même parmi ceux qui considèrent la transition énergétique comme importante pour la Suisse, 30 % s'opposent à une augmentation des coûts (fig. 10). La comparaison avec l'année précédente montre que la canicule estivale et la guerre en Iran, qui a perturbé les voies de transport internationales du pétrole, n'ont pas accru la disposition à payer (2025: 52 %, fig. 11). Les surcoûts sont plus facilement acceptés lorsqu'ils touchent moins souvent les personnes concernées (par exemple, une taxe sur les billets d'avion, 64 %) ou lorsqu'elles bénéficient directement des investissements (par exemple, le passage à une pompe à chaleur, 72 %, fig. 12).

Prix de l'énergie au cours d'une année exceptionnelle

Le poids des prix élevés de l'énergie reste limité: une minorité de 39 % se sentait, au moment de l'enquête (juillet 2026, c'est-à-dire avant les hausses de prix de septembre) fortement touchée par la hausse des prix de l'énergie (fig. 13) et seuls 13 %

s'inquiètent régulièrement de la capacité future à payer l'électricité, le chauffage et les carburants (fig. 14). En conséquence, rares sont ceux qui ont jusqu'à présent adapté leur comportement: seuls 17 % ont moins utilisé leur voiture en raison de la hausse des coûts de l'essence et du diesel (fig. 15), et seuls 4 % ont moins pris l'avion en raison de la hausse des prix des billets (fig. 16).

Pas de renoncement, mais une ouverture croissante aux alternatives renouvelables: Jusqu'à présent, les prix n'ont pas conduit à un renoncement, mais bien à une volonté croissante de se tourner vers des alternatives renouvelables lors de leur prochain achat – par exemple une voiture électrique (44 %, contre 38 % l'année précédente) ou une pompe à chaleur (55 %, contre 36 % l'année précédente, fig. 17). La transition pourrait donc s'opérer moins par le renoncement au quotidien que par une conversion progressive là où une décision d'investissement est de toute façon à prendre. Reste à savoir si ces intentions se traduiront effectivement par des décisions d'achat; en effet, il existe souvent un écart entre la volonté et la mise en œuvre.

La sécurité d'approvisionnement au centre des préoccupations

Des priorités claires dans le trilemme énergétique: si cela ne tenait qu'à la population, la sécurité d'approvisionnement devrait être l'objectif prioritaire de la politique énergétique. 83 % des personnes interrogées accordent plus d'importance à la sécurité d'approvisionnement qu'à des prix bas, et deux tiers (66 %) la jugent plus importante que la neutralité climatique. L'approvisionnement énergétique climatiquement neutre l'emporte quant à lui sur le prix (59 %, fig. 18). Ce résultat est d'autant plus remarquable qu'il contraste avec la disposition à payer pour les énergies renouvelables (voir fig. 10): si la neutralité climatique est en principe privilégiée par rapport à des prix bas, dans les faits, seule la moitié des personnes interrogées serait prête à payer plus cher pour les énergies renouvelables.

Une plus grande inquiétude concernant l'électricité que l'approvisionnement en pétrole et en gaz: ce qui inquiète le plus la population, c'est l'approvisionnement en électricité en cas d'événements extrêmes tels que des catastrophes naturelles

ou des cyberattaques (60 %), ainsi qu'en hiver (51 %). Les inquiétudes concernant l'approvisionnement en pétrole (31 %) et en gaz (24 %) sont nettement moins importantes (fig. 20). La population fait ainsi preuve d'une grande confiance dans la résilience de l'approvisionnement en produits pétroliers et en gaz, malgré la situation de crise. Elle semble convaincue que la Suisse pourra continuer à garantir les livraisons de pétrole et de gaz.

On attribue aux énergies fossiles un rôle important même après 2050: la population sous-estime nettement la part des énergies fossiles dans la consommation finale suisse. Ainsi, la part du pétrole est estimée à 30 % au lieu des 45 % réels (fig. 22). Dans le même temps, deux tiers (69 %) des personnes interrogées estiment que la vie publique s'arrêterait aujourd'hui sans les énergies fossiles (fig. 23). En ce qui concerne le mix énergétique futur en 2050, la population s'attend à une transition marquée vers les énergies renouvelables, mais estime parallèlement que les énergies fossiles continueront à jouer un rôle important même après 2050 (fig. 24).

Objectifs et mesures en faveur du climat

Avec la loi sur le climat et l'innovation, la Suisse entend atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. Pour atteindre cet objectif, des changements profonds seraient inévitables dans la politique, l'économie et la vie quotidienne de chacun et chacune. Mais quelle est la position de la population vis-à-vis de cet objectif, et croit-elle vraiment que la Suisse soit capable de l'atteindre? Sur quelles approches la Suisse devrait-elle miser dans la lutte contre le changement climatique? Et dans quelle mesure est-elle prête à changer ses propres habitudes de vie pour y parvenir?

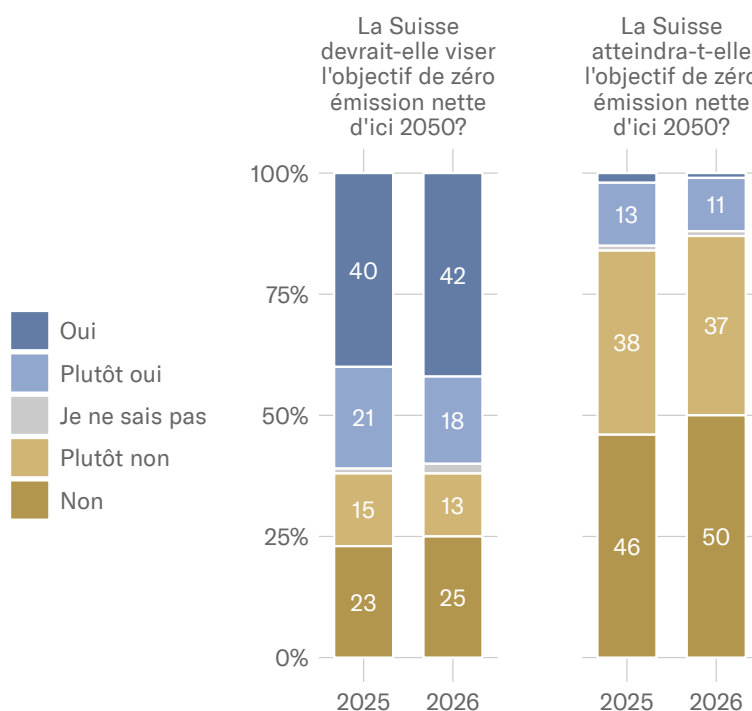
2.1 ZÉRO ÉMISSION NETTE: SOUTIEN À L'OBJECTIF, DOUTES QUANT À SA FAISABILITÉ

Le changement climatique constitue un point de référence central dans le débat énergétique suisse. Avec la loi sur le climat et l'innovation, la Suisse s'est engagée en 2023 à réduire progressivement ses émissions de gaz à effet de serre et à atteindre la neutralité climatique d'ici 2050. La mise en œuvre de cet objectif nécessite des mesures ambitieuses et de grande envergure dans

les domaines de l'énergie, de la mobilité, du bâtiment et de l'industrie – tant par le biais de cadres politiques que par le comportement de la population.¹

Attitudes vis-à-vis de l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 en Suisse (fig. 1)

«Selon vous, la Suisse devrait-elle viser l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050?» et «Que pensez-vous (à l'heure actuelle): la Suisse atteindra-t-elle l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050?»



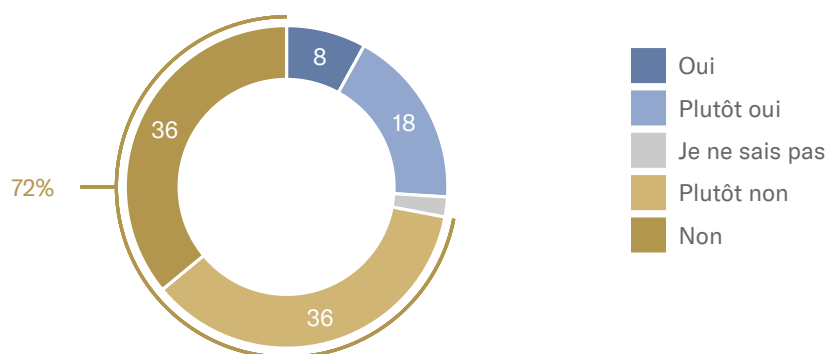
Comme l'année dernière, une nette majorité de la population soutient l'objectif de zéro émission nette. 60 % estiment que la Suisse devrait atteindre la neutralité climatique d'ici 2050 (2025: 61 %, fig. 1). Le contraste est d'autant plus frappant lorsqu'on examine la question de savoir si cet objectif sera réellement atteint, car presque personne n'y croit. Seuls 12 % jugent probable que la Suisse atteigne la neutralité climatique d'ici 2050, tandis que la grande majorité (87 %) n'y croit pas. La proportion de ceux pour qui la neutralité climatique reste clairement un objectif inatteignable a d'ailleurs légèrement augmenté, passant de 46 % à 50 %. La population souhaite donc majoritairement un pays climatiquement neutre, mais croit de moins en moins que ce projet aboutira dans les délais fixés.

¹Stratégie climatique à long terme 2050 (OFEV)

Baromètre de l'énergie 2026

Faisabilité de l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 en Suisse (fig. 2)

«Et que pensez-vous de manière générale: la Suisse peut-elle encore atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050?»

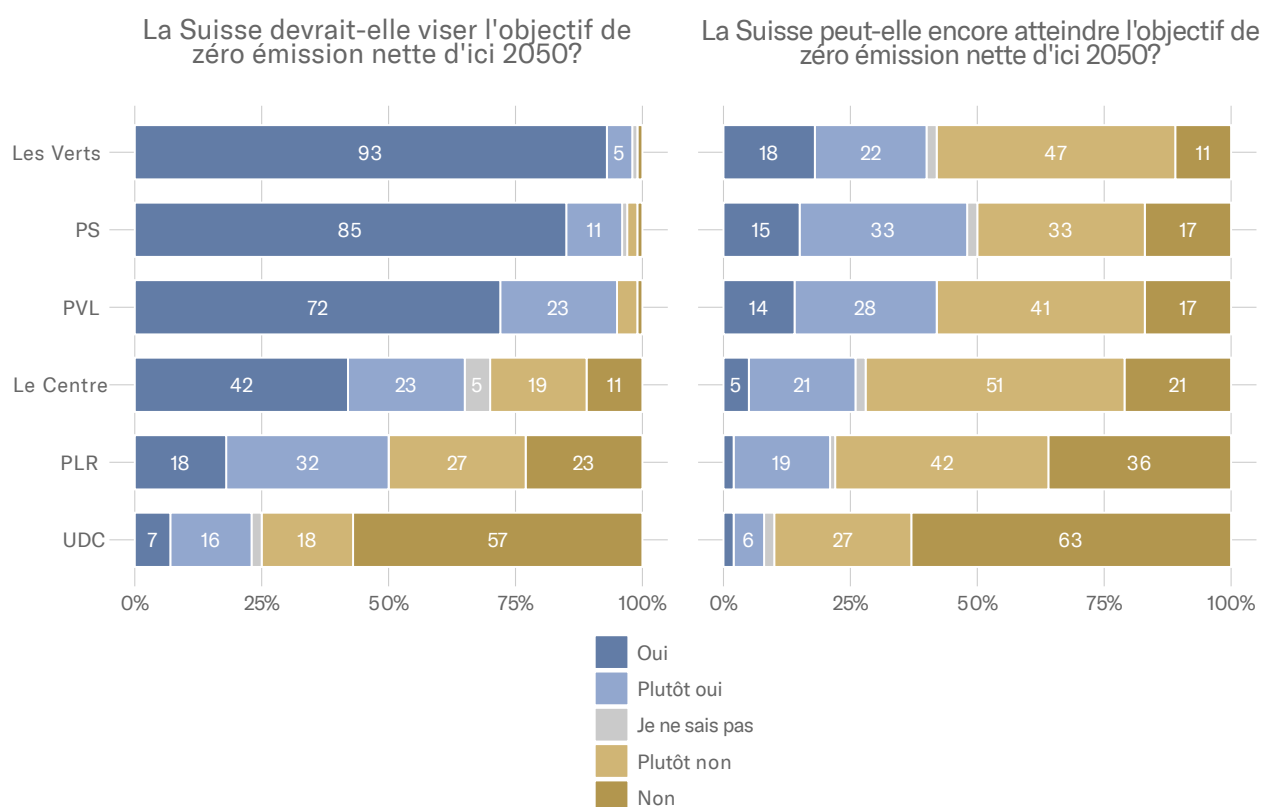


La question de savoir si la Suisse peut encore atteindre l'objectif de zéro émission nette, même si elle déployait des efforts considérables pour y parvenir, soulève un enjeu encore plus fondamental. Là encore, le verdict est décevant: seul un peu plus d'un quart des personnes interrogées estime que cela est possible (26 %, fig. 2), tandis que près des trois quarts (72 %) n'y croient pas. Les doutes semblent profondément ancrés dans la société. Une nette majorité s'attend non seulement à ce que l'objectif ne soit pas atteint (fig. 1), mais ne croit pas non plus qu'il soit encore du tout réalisable (fig. 2).

Seul un quart des personnes interrogées considère que l'objectif de zéro émission nette est encore réalisable.

Attitude vis-à-vis de l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 – par parti (fig. 3)

«Selon vous, la Suisse devrait-elle viser l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050?»; «Et que pensez-vous de manière générale: la Suisse peut-elle encore atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050?»



Sans grande surprise, le soutien à l'objectif de zéro émission nette est quasi unanime au sein des partis ayant un profil climatique marqué (fig. 3). Parmi les électeurs des Verts, du PS et du PVL, plus de 90 % des personnes interrogées estiment que la Suisse devrait viser la neutralité climatique d'ici 2050. Au sein de la base du Centre également, près des deux tiers (65 %) se

prononcent en faveur de cet objectif climatique ambitieux. Les partisans du PLR sont divisés: la moitié est favorable à la neutralité climatique d'ici 2050, l'autre moitié ne l'est pas. La base de l'UDC s'oppose clairement à la poursuite de cet objectif. Parmi eux, seuls 23 % estiment que la Suisse devrait viser l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050, tandis que les trois quarts (75 %) y sont opposés.

Il est toutefois remarquable que le doute quant à la faisabilité de l'objectif de zéro émission nette soit partagé par toutes les bases électorales (fig. 3). Même au sein des partis qui souhaitent unanimement viser l'objectif de zéro émission nette, aucune majorité ne considère encore que sa réalisation est possible: ce chiffre s'élève à 40 % parmi l'électorat des Verts, à 48 % parmi celui du PS et à 42 % parmi la base du PVL. C'est donc précisément là où le soutien à cet objectif est le plus fort que l'écart entre les aspirations et la faisabilité est le plus grand. Au sein de la base de l'UDC, en revanche, le tableau est plus homogène: non seulement cet objectif ne doit pas être poursuivi, mais il n'est pas non plus considéré comme réalisable.

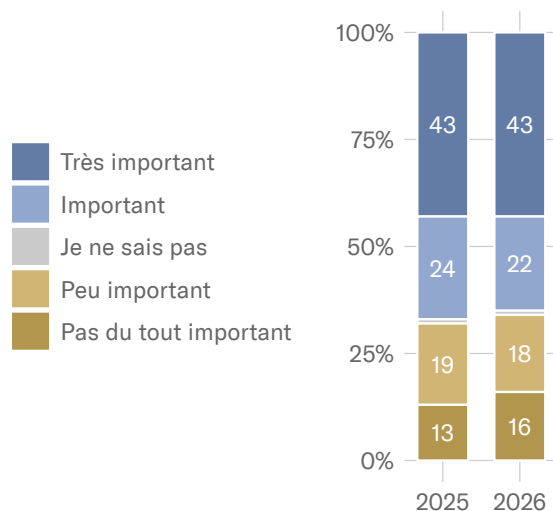
2.2 PROTECTION DU CLIMAT: DE PRÉFÉRENCE PAR LA TECHNOLOGIE

Malgré des doutes marqués quant à la faisabilité de l'objectif «zéro émission nette», près des deux tiers de la population soutiennent en principe la lutte contre le changement climatique. 65 % estiment que le changement climatique devrait être combattu en Suisse (fig. 4). Seul un tiers considère que la lutte contre le changement climatique en Suisse n'est pas importante. Malgré tout le scepticisme quant à la possibilité d'atteindre encore l'objectif «zéro émission nette» (voir fig. 1, fig. 2), le souhait d'une protection efficace du climat en Suisse reste donc, cette année encore, largement ancré dans la société.

Baromètre de l'énergie 2026

Importance de la protection du climat en Suisse – Comparaison temporelle (fig. 4)

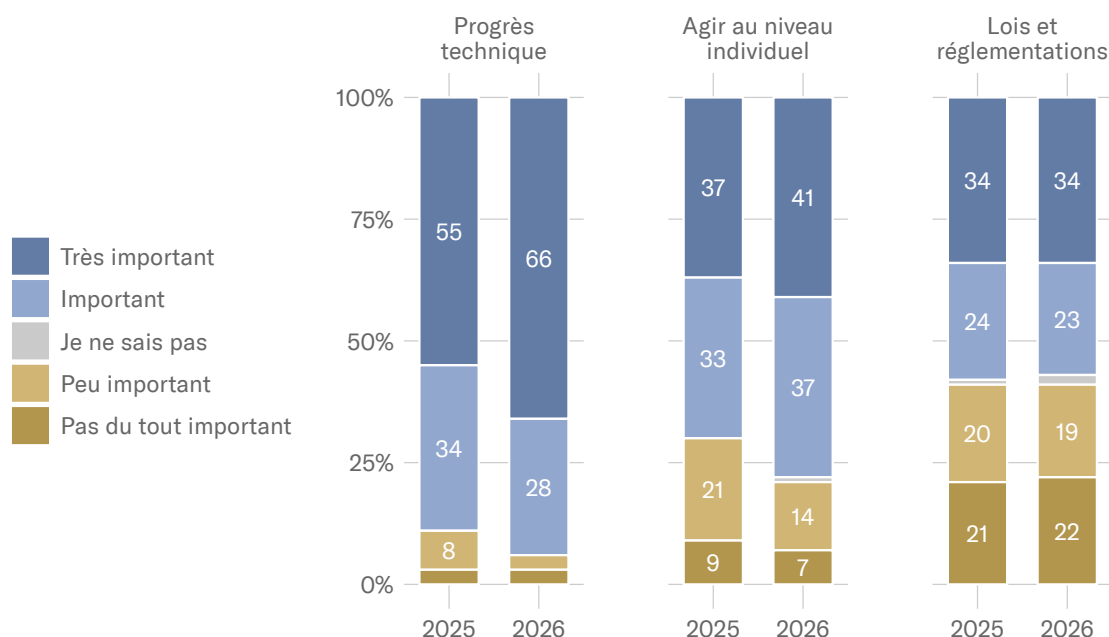
«À votre avis, quelle importance revêt la lutte contre le changement climatique en Suisse?»



La population considère que le progrès technique est le levier le plus important pour endiguer le changement climatique. 94 % des personnes interrogées estiment que les innovations telles que la production d'énergie efficace, les solutions de stockage ou les combustibles propres sont importantes pour endiguer le changement climatique (fig. 5). La population se rallie ainsi presque unanimement à la voie technologique, qui a même encore nettement gagné en importance par rapport à l'année précédente (89 %). Alors qu'en 2025, 55 % des personnes interrogées considéraient encore le progrès technique comme très important, elles sont déjà 66 % cette année.

Importance des approches de protection du climat (fig. 5)

«Quelle importance attribuez-vous aux approches suivantes pour lutter contre le changement climatique?, n = 859»



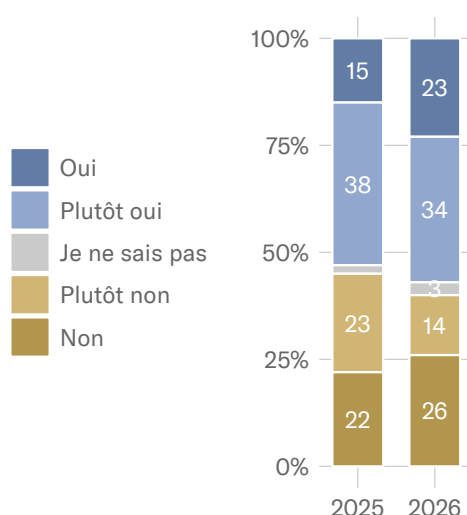
En deuxième position, la population se sent elle-même responsable (fig. 5). Près de quatre cinquièmes des personnes interrogées (78 %) considèrent que l'action de chacun et de chacune – par exemple en matière de consommation, de mobilité ou au sein du foyer – constitue une approche importante pour lutter contre le changement climatique. La population assume ainsi encore davantage la responsabilité de la protection du climat que l'année précédente (70 %). Les dispositions légales et les réglementations, telles qu'une taxe sur les billets d'avion ou des subventions en faveur de la mobilité électrique, arrivent en troisième position avec 57 %. Contrairement aux deux autres approches, leur niveau d'adhésion reste donc similaire à celui de l'année précédente.

Étant donné que la grande majorité considère que la responsabilité incombe également à chaque individu, la question se pose de savoir dans quelle mesure les personnes sont disposées à orienter davantage leur propre comportement vers la protection du climat. Or, il apparaît ici que seuls 57 % des personnes interrogées seraient prêtes à faire des efforts supplémentaires à l'avenir (fig. 6). Certes, la volonté d'apporter soi-même une contribu-

tion plus importante a légèrement augmenté par rapport à l'année précédente (53 %), mais ce pourcentage reste nettement inférieur au taux d'adhésion général à l'idée que les individus disposent d'un levier important en matière de protection du climat (voir fig. 5).

Disposition à adapter son comportement en faveur de la protection du climat (fig. 6)

«Seriez-vous disposé à modifier encore plus votre comportement quotidien pour protéger le climat?»



Que fait concrètement la population en faveur de la protection du climat? L'examen des différentes mesures montre que peu de choses ont changé par rapport à l'année précédente (fig. 7). Dans la plupart des domaines, les comportements respectueux du climat sont restés inchangés. Les pratiques les plus répandues restent la consommation de produits locaux (63 %), la volonté d'acheter globalement moins (60 %), ainsi que le renoncement partiel ou total aux voyages en avion (57 %). On constate en revanche un net recul concernant le renoncement aux mesures de rafraîchissement estivales à l'aide de climatiseurs ou de ventilateurs: alors que l'année dernière, près de la moitié (47 %) des personnes interrogées renonçaient à la climatisation pour préserver le climat, ce chiffre n'est plus aujourd'hui que d'un peu plus d'un

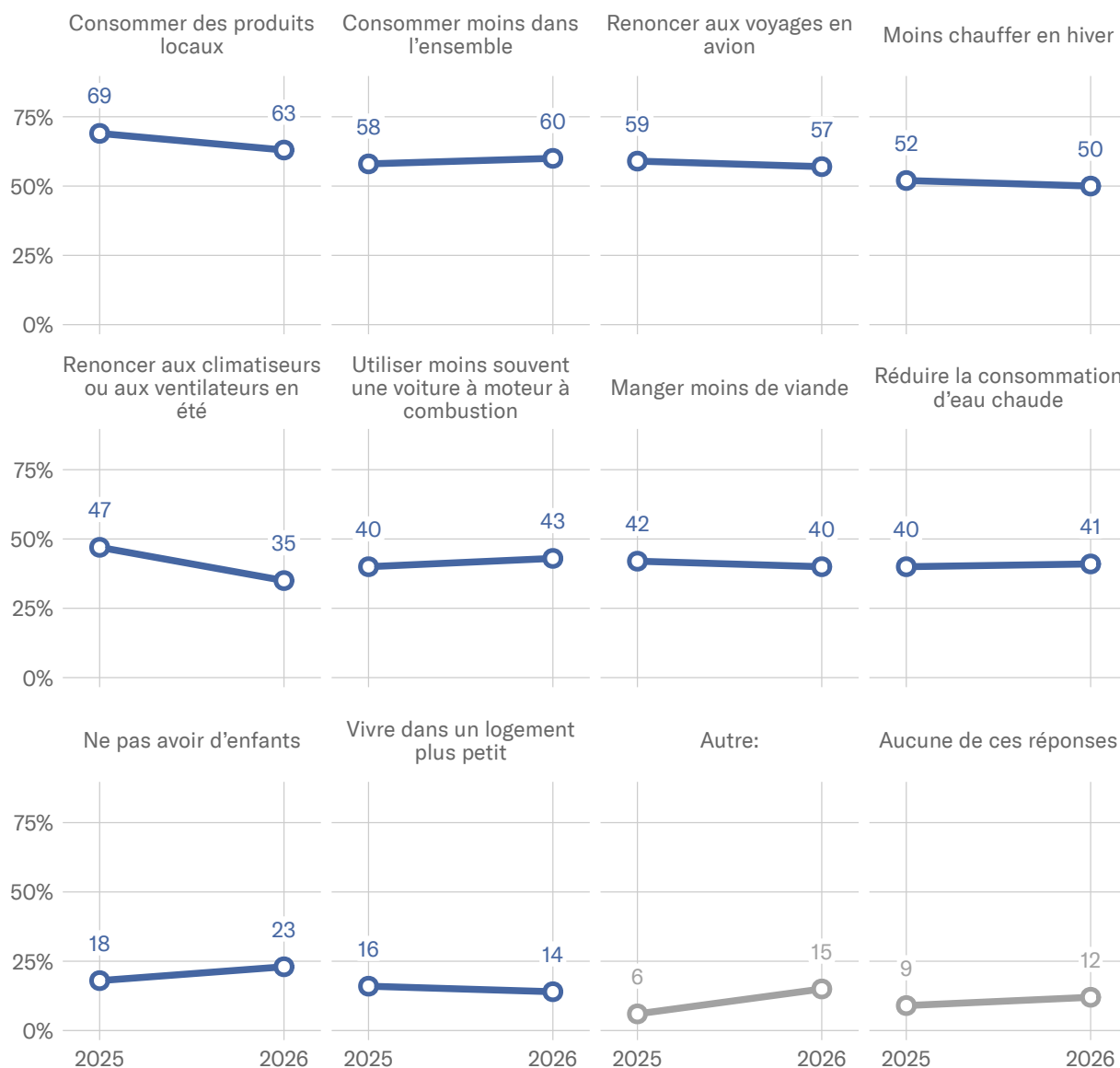
tiers (35 %). Dans l'ensemble, on constate donc un écart important entre les intentions et les actes. Bien que la responsabilité en matière de protection du climat soit de plus en plus considérée comme incombant également aux individus, les comportements personnels n'ont jusqu'à présent guère évolué. Le fait qu'il soit de plus en plus difficile de renoncer à la climatisation indique en outre que, outre la protection du climat, les mesures visant à rendre les conséquences du changement climatique plus supportables occupent désormais une place plus importante.

La volonté de renforcer la protection du climat se renforce, mais les comportements au quotidien restent largement inchangés.

Baromètre de l'énergie 2026

La protection du climat au quotidien – Comparaison temporelle (fig. 7)

«Que faites-vous concrètement au quotidien pour contribuer activement à la protection du climat? (Cochez toutes les réponses qui s'appliquent)», n = 851



L'attitude de la population suisse vis-à-vis des objectifs climatiques est marquée par une contradiction fondamentale. L'objectif de zéro émission nette d'ici 2050 bénéficie d'un large soutien, mais presque personne ne croit en sa faisabilité. Malgré ce désenchantement, le souhait d'une protection efficace du climat reste largement ancré. Quant à la manière d'y parvenir, la population mise avant tout sur le progrès technique, tandis que les réglemen-

tations étatiques recueillent moins d'adhésion. De plus en plus, la responsabilité est également attribuée aux individus, mais jusqu'à présent, les gens ne modifient guère leur quotidien. Et ce, bien que l'enquête ait été réalisée début juillet, soit juste après le mois de juin le plus chaud jamais enregistré depuis le début des relevés météorologiques. Au lieu de cela, la population intègre de plus en plus dans son quotidien des mesures qui rendent les conséquences du changement climatique plus supportables. Ainsi, lors de la canicule de l'été 2026, seule une minorité renonce à la climatisation et aux ventilateurs.

Coûts de la transition énergétique

La transition des systèmes énergétiques suisses vers les sources renouvelables vise à réduire les émissions de CO₂ et à rendre l'approvisionnement énergétique durable. Dans le même temps, cela implique pour la Suisse des investissements considérables qui, tôt ou tard, se répercuteront également sur le quotidien de la population. Quelle est l'attitude de la population face à la transition énergétique? Est-elle prête à soutenir cette transition si celle-ci se fait sentir sur son portefeuille? Et comment les étés caniculaires et les crises énergétiques géopolitiques modifient-ils les attitudes vis-à-vis de la transition énergétique?

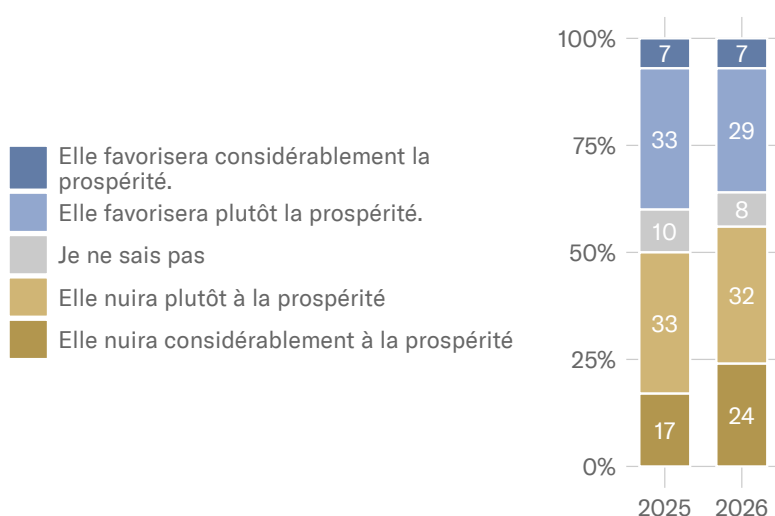
3.1 UNE MAJORITÉ CROISSANTE CRAINT UNE BAISSSE DU NIVEAU DE VIE DUE À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La transition énergétique implique des investissements considérables. Pour atteindre l'objectif de zéro émission nette, la Confédération prévoit des investissements supplémentaires

d'environ 109 milliards de francs d'ici 2050. Selon les « Perspectives énergétiques 2050+ » publiées par la Confédération en 2020, cela représente 8 % de plus que les coûts qui devraient de toute façon être engagés pour l'entretien des systèmes énergétiques au cours des 25 prochaines années.² La transition vers des systèmes énergétiques respectueux du climat offre toutefois également des opportunités pour la Suisse, notamment grâce à la création de valeur ajoutée locale et aux innovations neutres sur le plan climatique.³ Une majorité de la population estime que, dans l'ensemble, la transition énergétique aura plutôt un impact négatif (56 %) que positif (36 %, fig. 8) sur la prospérité de la Suisse. Cette inquiétude s'est encore légèrement accentuée par rapport à l'année précédente, puisque en 2025, seuls 50 % des personnes interrogées s'attendaient à ce que la transition énergétique réduise la prospérité du pays.

Impact de la transition énergétique sur la prospérité suisse – Comparaison temporelle (fig. 8)

«D'après vous, quel sera l'impact de la transition énergétique sur la prospérité de la Suisse?», n = 866



²Perspectives énergétiques 2050+ (OFEN)

³Statistiques énergétiques globales de la Suisse 2024 (OFEN); Perspectives énergétiques 2050+ (OFEN)

De plus en plus de personnes s'attendent à une baisse de la prospérité due à la transition énergétique.

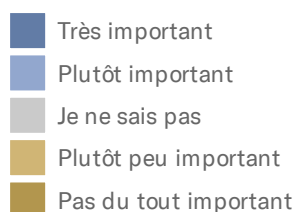
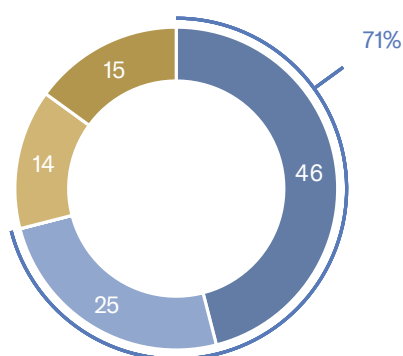
Malgré ces réserves d'ordre économique, la population soutient la transition énergétique. 71 % des personnes interrogées estiment qu'il est important de la faire avancer en Suisse (fig. 9). L'ampleur de ce soutien de principe transparaît également lorsqu'on examine le rythme de la transition. Une majorité (56 %) estime que la transition énergétique progresse trop lentement, tandis que seulement 18 % la jugent juste comme il faut et 18 % estiment qu'elle avance trop vite.

Baromètre de l'énergie 2026

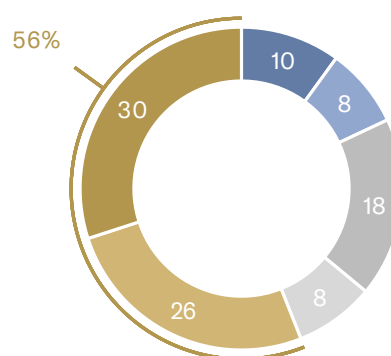
Importance et rythme de la transition énergétique (fig. 9)

«Selon vous, dans quelle mesure est-il important de faire avancer la transition énergétique en Suisse?» et «Comment évaluez-vous le rythme actuel de la transition énergétique en Suisse?»

Importance de la transition énergétique



Rythme de la transition énergétique



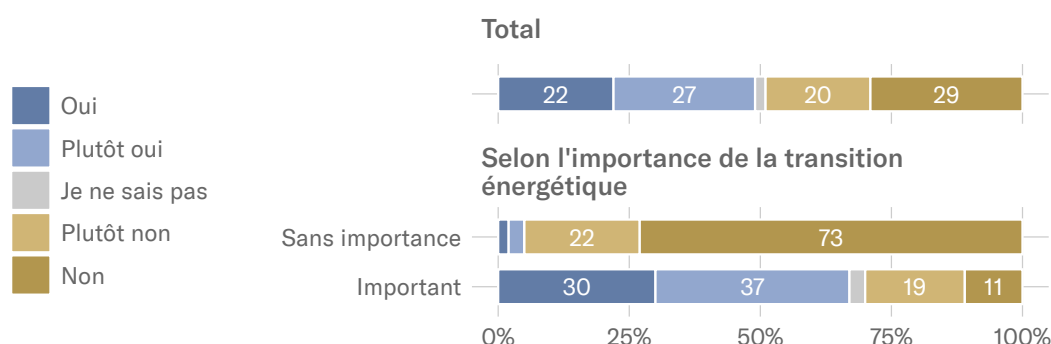
La population part de plus en plus du principe que la transition énergétique va nuire à la prospérité en Suisse. Elle soutient néanmoins le principe de la refonte des systèmes énergétiques et souhaite même, dans sa majorité, que celle-ci s'accélère. On souhaite la transition énergétique, mais on s'inquiète de son coût. La question centrale du chapitre suivant est de savoir si ce soutien de principe à la transition énergétique perdurera lorsque celle-ci se fera concrètement sentir sur le porte-monnaie de chacun.

3.2 SEULE LA MOITIÉ EST PRÊTE À PAYER PLUS

À la question de savoir si l'on serait prêt à payer plus cher pour de l'énergie issue de sources renouvelables, la population est divisée: 49 % seraient prêts à le faire, tandis qu'une proportion équivalente ne le serait pas (fig. 10). Il existe donc un fossé entre le soutien de principe à la transition énergétique (71 %, voir fig. 9) et la volonté de la financer de sa propre poche. Même parmi ceux qui considèrent la transition énergétique comme importante, près d'un tiers (30 %) n'est pas prêt à mettre la main à la poche pour cela. Le souhait d'une transition énergétique et la volonté de la financer divergent donc même là où un soutien de principe est présent.

Disposition à supporter des coûts plus élevés pour les énergies renouvelables (fig. 10)

«Seriez-vous prêt à payer plus cher pour l'énergie issue de sources renouvelables (p. ex. pour l'électricité, le chauffage, la mobilité)?»



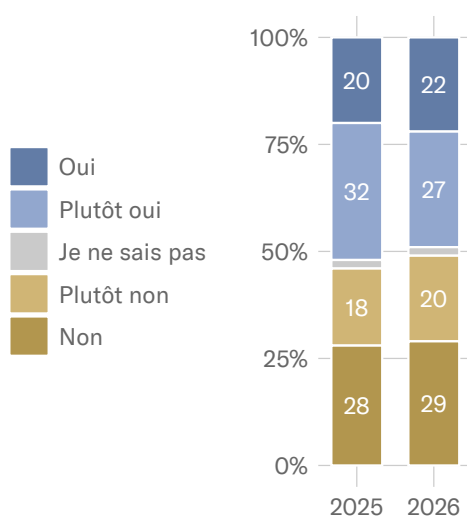
La disposition générale à payer n'a pourtant guère évolué par rapport à l'année précédente (52 %) (fig. 11). Cela est surprenant à double titre. D'une part, l'enquête a été menée au cours d'un été caniculaire qui a rendu les conséquences du changement climatique immédiatement perceptibles et a ainsi remis le sujet au centre de l'attention publique. D'autre part, la population avait pris conscience, au cours des mois précédents, à la suite de la guerre en Iran, que l'approvisionnement mondial en énergies fossiles (pétrole et gaz) pouvait être perturbé. Pourtant, la disposi-

tion à payer davantage pour les énergies renouvelables n'a pas augmenté.

La disposition à payer pour les énergies renouvelables n'augmente pas au cours de l'année exceptionnelle 2026.

Disposition à supporter des coûts plus élevés pour les énergies renouvelables (fig. 11)

«Seriez-vous prêt à payer plus cher pour l'énergie issue de sources renouvelables (p. ex. pour l'électricité, le chauffage, la mobilité)?»

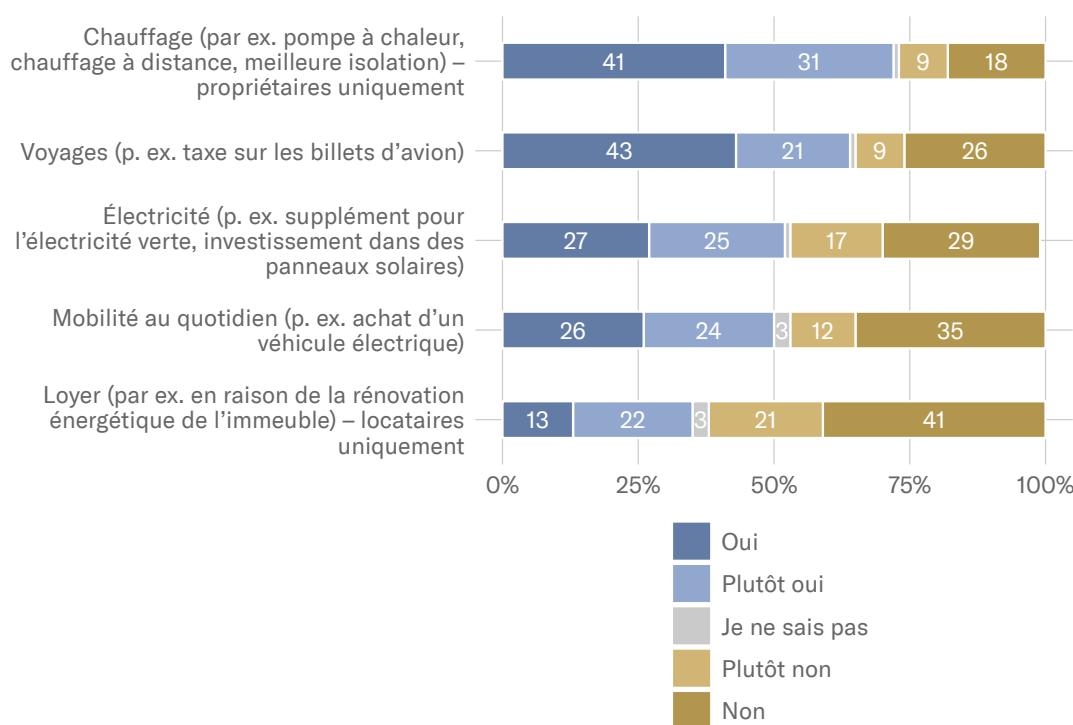


Cependant, la disposition à payer pour les énergies renouvelables varie selon les domaines (fig. 12). C'est dans le domaine des voyages que la population se montre la plus ouverte à l'idée d'assumer des coûts plus élevés: 64 % des personnes interrogées seraient prêtes à payer une taxe sur les billets d'avion, par exemple. Le jugement est nettement plus réservé en matière

d'électricité et de mobilité: seule la moitié environ serait prête à dépenser davantage pour de l'électricité verte ou un véhicule électrique. C'est surtout au niveau des frais de logement que les opinions divergent fortement. Parmi les propriétaires, 72 % se disent prêts à payer plus cher pour un chauffage respectueux du climat (par exemple avec une pompe à chaleur). En revanche, parmi les locataires, seul un peu plus d'un tiers (35 %) accepterait une augmentation de loyer suite à une rénovation énergétique. Ce contraste ne semble pas être uniquement une question d'engagement, mais aussi une question d'intérêt personnel: les propriétaires investissent directement et bénéficient à long terme de coûts énergétiques réduits, tandis que les locataires supportent les surcoûts sans pouvoir décider eux-mêmes de la rénovation.

Disposition à supporter des coûts plus élevés pour la transition énergétique – Par domaine (fig. 12)

«Seriez-vous personnellement prêt à accepter des coûts plus élevés dans les domaines suivants au profit de la transition énergétique?»



Ainsi, ce n'est pas seulement l'attitude vis-à-vis des objectifs climatiques, mais aussi celle vis-à-vis de la transition énergétique

qui est marquée par une contradiction. En principe, la refonte du système énergétique bénéficie d'un large soutien et est même jugée, par la majorité, comme trop lente. Cependant, dès que la transition énergétique a des répercussions concrètes sur le portefeuille de chacun, ce soutien s'effrite. Le fait que la disposition à payer n'ait pas augmenté malgré un été caniculaire et des bouleversements géopolitiques souligne à quel point la question des coûts est tenace.

Les prix de l'énergie au cours d'une année exceptionnelle

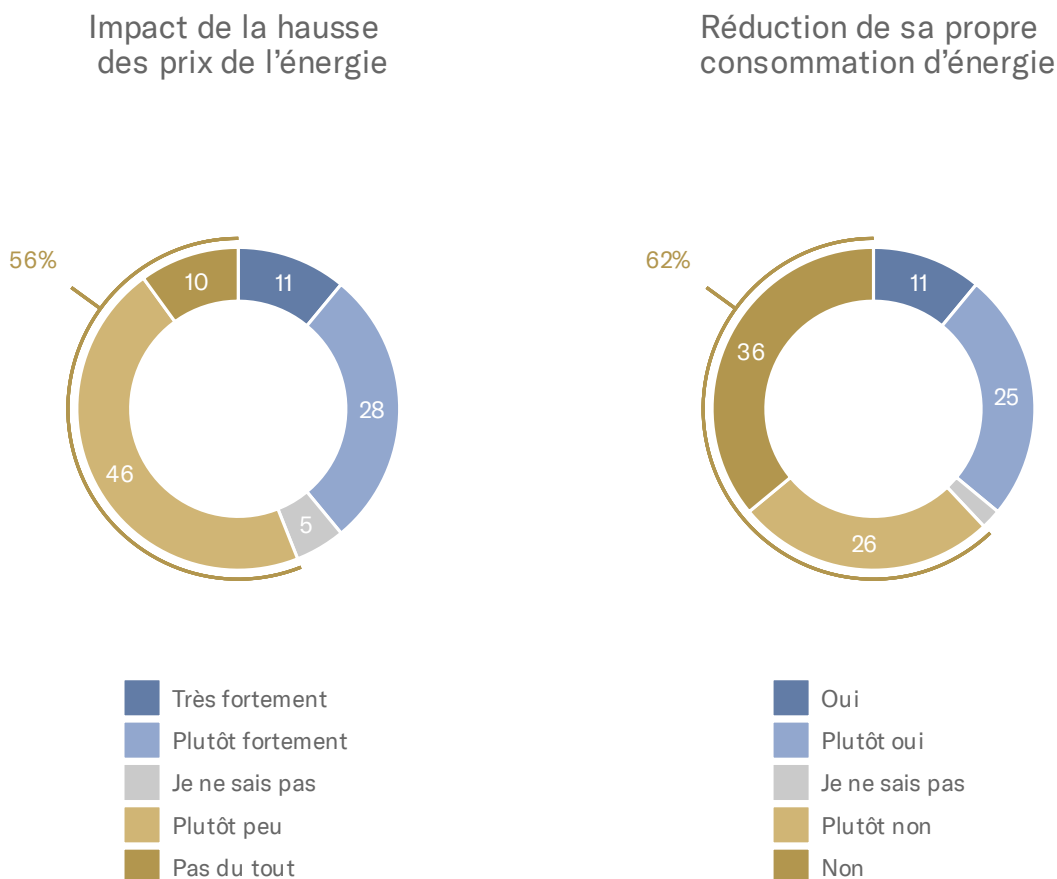
Les prix de l'énergie ont fait l'objet de nombreux débats dans les médias et au sein de l'opinion publique cette année. La guerre en Iran et la perturbation des voies de transport internationales du pétrole ont montré que la stabilité des coûts de l'électricité, du chauffage et du carburant ne va pas de soi. Mais dans quelle mesure cette pression sur les prix, qui fait tant parler d'elle, se répercute-t-elle sur le quotidien de la population? Celle-ci s'inquiète-t-elle de sa capacité future à payer ces factures? Et la hausse des prix modifie-t-elle les comportements, que ce soit au quotidien ou lors de décisions importantes concernant la voiture ou le chauffage?

4.1 PEU D'IMPACT, PEU D'INQUIÉTUDE

Les prix de l'énergie ont fait l'objet d'une grande attention cette année. Une raison suffisante pour s'interroger sur l'impact qu'ils ont sur le quotidien de la population. À la date de l'enquête, début juillet 2026, la réponse à cette question est relativement sereine. 39 % des personnes interrogées déclarent être fortement ou plutôt fortement touchées par la hausse des coûts énergétiques. Pour une majorité (56 %), la hausse des coûts énergétiques n'a été que peu ou pas du tout perceptible (fig. 13). Le tableau est similaire en ce qui concerne les comportements concrets: 36 % des personnes interrogées déclarent avoir délibérément réduit leur consommation d'énergie au cours des douze derniers mois en raison de la hausse des prix de l'énergie. Une grande partie de la population (62 %) ne l'a pas fait. La hausse des coûts n'est donc ressentie que par une minorité et ne se traduit que chez un nombre tout aussi restreint de personnes par des efforts concrets d'économie.

Impact de la hausse des prix de l'énergie (fig. 13)

«Dans quelle mesure avez-vous été affecté(e) par la hausse des coûts énergétiques dans votre vie quotidienne au cours des 12 derniers mois (p. ex. pour l'électricité, le chauffage ou le carburant)?» et «Avez-vous consciemment réduit votre consommation d'énergie au cours des 12 derniers mois en raison de la hausse des prix de l'énergie?»



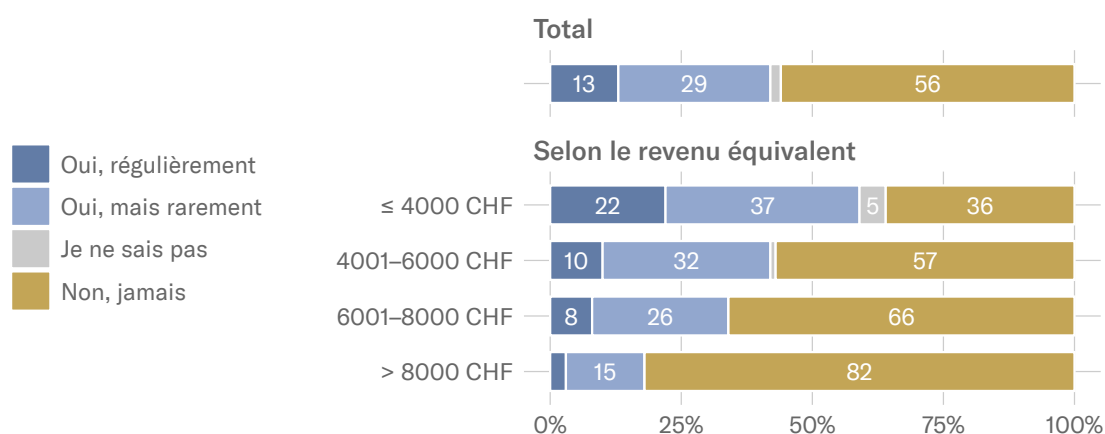
La population aborde les prix de l'énergie à l'été 2026 avec un certain calme.

Même lorsqu'elle se projette dans l'avenir, la population reste sereine. Une majorité (56 %) ne s'inquiète pas de savoir si elle pourra encore se permettre de payer l'électricité, le chauffage et les carburants à l'avenir (fig. 14). Cependant, l'inquiétude aug-

mente à mesure que les revenus diminuent. Dans la tranche de revenus la plus basse, avec un revenu équivalent ne dépassant pas 4'000 francs, 22 % des personnes interrogées s'inquiètent régulièrement de leur capacité future à payer les factures d'énergie. Ainsi, si l'inquiétude concernant les prix de l'énergie reste jusqu'à présent absente pour la majeure partie de la population, elle peut toutefois constituer un fardeau pour les ménages à faibles revenus.

Inquiétudes concernant les futures dépenses énergétiques (fig. 14)

«Au cours des 12 derniers mois, vous êtes-vous inquiété de savoir si vous pourriez encore vous permettre de payer vos factures d'énergie à l'avenir?»



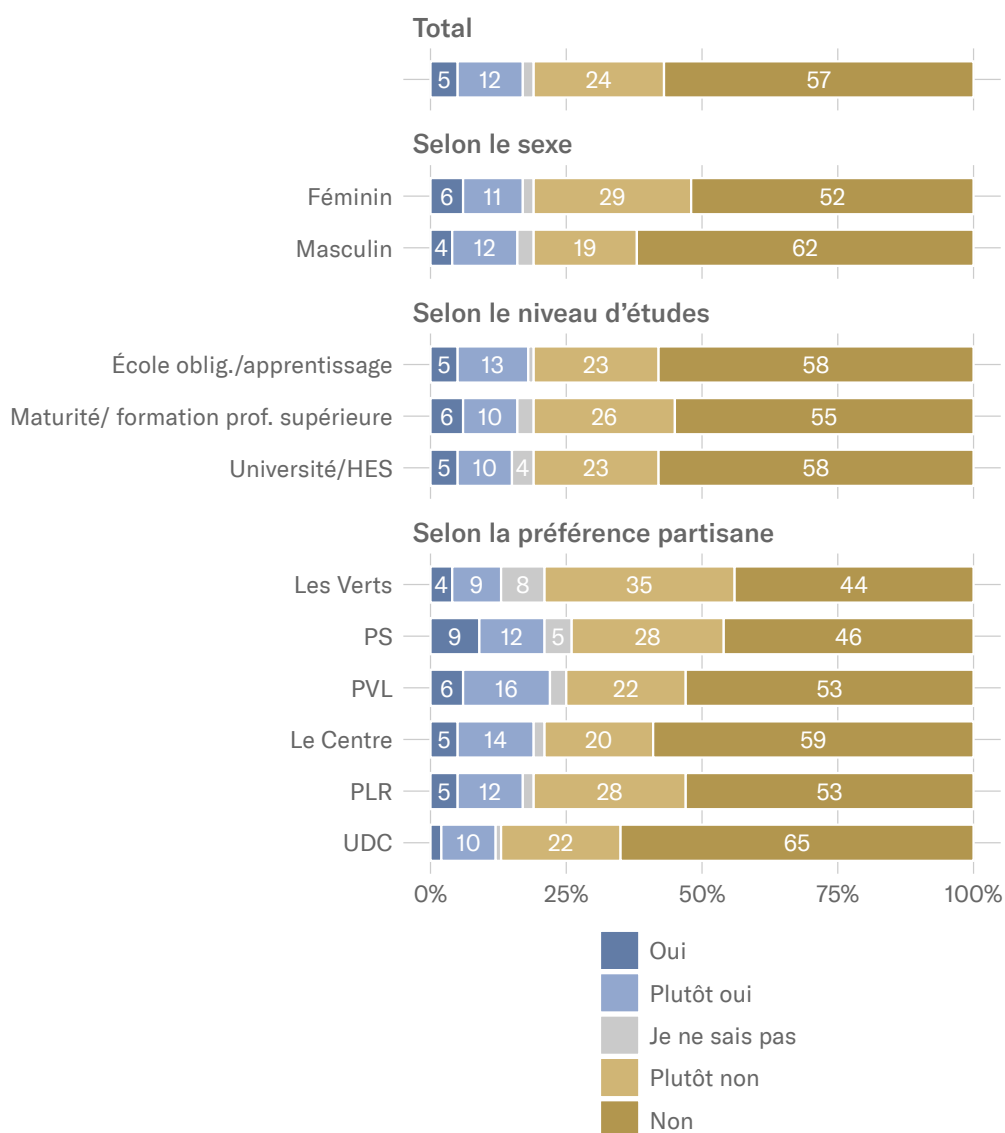
4.2 PAS DE RENONCEMENT, MAIS UNE VOLONTÉ CROISSANTE DE CHANGER DE MODE DE CONSOMMATION

Compte tenu du faible impact perçu, il n'est pas surprenant que les prix de l'énergie n'aient guère d'incidence sur les comportements quotidiens. Parmi tous ceux qui utilisent une voiture ou une moto, seuls 17 % déclarent avoir moins roulé l'année dernière en raison de la hausse des prix des carburants (fig. 15). En revanche, la grande majorité (81 %) n'a pas modifié ses habitudes de conduite. Il est remarquable de constater à quel point ce constat est homogène au sein des différents groupes de population. Que ce soit en fonction du sexe, du niveau d'éduca-

tion ou de l'orientation politique, aucun groupe ne compte plus d'environ un cinquième de personnes ayant moins utilisé leur voiture en raison de la hausse des coûts. La guerre en Iran et les tensions sur les marchés mondiaux du pétrole n'ont donc guère modifié les habitudes de conduite de la population.

Influence de la hausse des prix des carburants sur les habitudes de conduite (fig. 15)

«Avez-vous moins utilisé votre voiture ou votre moto au cours des 12 derniers mois en raison de la hausse des prix de l'essence et du diesel?», uniquement les personnes utilisant une voiture



On observe une tendance similaire en ce qui concerne les voyages en avion. À la question de savoir si les prix des billets d'avion ont eu une incidence sur leurs habitudes de voyage, 85 %

des personnes interrogées répondent par la négative (fig. 16). Seuls 4 % déclarent avoir pris l'avion moins souvent en raison du prix élevé des billets. Dans le domaine du transport aérien également, les prix n'ont donc guère influencé le comportement de la population.

Influence des tarifs aériens sur les habitudes de voyage (fig. 16)

«Les prix des billets d'avion ont-ils eu un impact sur vos habitudes de voyage en avion au cours des 12 derniers mois?»



Pour une grande majorité, la hausse des prix de l'énergie n'a aucune incidence sur la mobilité au quotidien.

Contrairement aux comportements réels en matière de conduite et de voyages en avion, on observe une légère évolution dans la volonté générale de passer à l'avenir à des systèmes renouvelables (fig. 17). 44 % des personnes interrogées estiment

probable qu'elles opteront pour un véhicule électrique lors de leur prochain achat de voiture ou de moto. Les intentions de passer à la mobilité électrique ont ainsi légèrement augmenté par rapport à l'année précédente (38 %). Dans le même temps, la proportion de ceux qui opteraient à nouveau pour un véhicule à moteur thermique a baissé de 52 à 36 %. Il est par ailleurs surprenant de constater que la proportion de ceux qui n'achèteraient plus du tout de véhicule personnel a plus que doublé par rapport à 2025 (passant de 7 % à 16 % en 2026). Pour une part croissante de la population, la mobilité évolue donc moins par le biais du changement de motorisation que par la question fondamentale de savoir si un véhicule personnel est encore nécessaire. Un bon tiers des personnes interrogées (36 %) souhaitent toutefois conserver un véhicule à moteur thermique dans les années à venir. Pour ce groupe, le moteur thermique semble revêtir une importance tout à fait pratique ou émotionnelle.

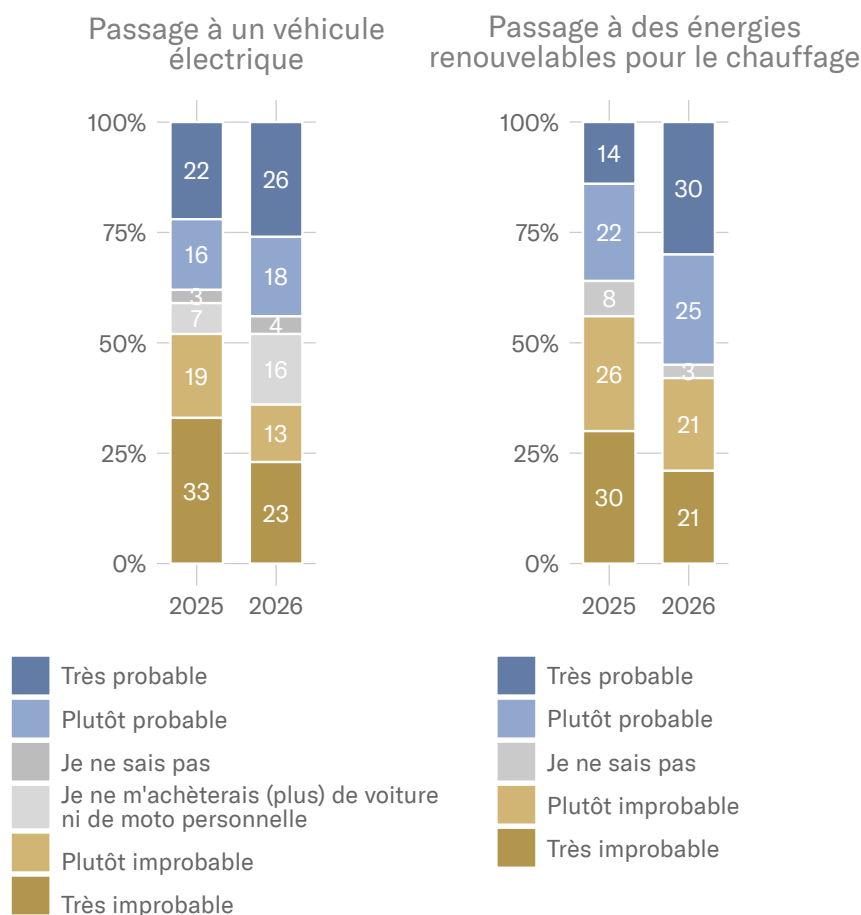
La tendance est encore plus marquée en matière de chauffage. Parmi les propriétaires qui se chauffent actuellement au fioul ou au gaz, 55 % estiment désormais probable de passer, au cours des cinq prochaines années, à des systèmes de chauffage renouvelables, tels qu'une pompe à chaleur (fig. 17). La volonté d'investir dans un chauffage respectueux du climat a ainsi nettement augmenté par rapport à l'année précédente (36 %), et ce de manière encore plus marquée que pour la mobilité électrique. La population fait preuve d'une ouverture croissante envers les systèmes renouvelables, mais cette transition est principalement reportée à la prochaine décision d'investissement importante, qu'il s'agisse de l'achat d'un nouveau véhicule ou du remplacement prochain du système de chauffage. Reste à voir si une transition aura effectivement lieu lors de la prochaine décision d'achat ou de rénovation, car il existe souvent un écart entre l'intention exprimée et l'action ultérieure. La recherche parle ici de «fossé entre l'intention et le comportement»⁴ – l'expérience montre en effet que même une volonté nettement accrue ne se traduit que partiellement par un comportement concret.

⁴The Intention-Behavior Gap (Social and Personality Psychology Compass, 10(9), 503-518)

Baromètre de l'énergie 2026

Disposition à passer à des alternatives renouvelables – Comparaison temporelle (fig. 17)

«Quelle est la probabilité que, lors de votre prochain achat de voiture ou de moto, vous optiez (à nouveau) pour un véhicule électrique?», et «Dans quelle mesure est-il probable que vous passiez à des sources d'énergie renouvelables (par exemple une pompe à chaleur) pour votre chauffage au cours des cinq prochaines années?», cette dernière question n'étant posée qu'aux propriétaires se chauffant au fioul ou au gaz



Dans l'ensemble, la population semble prendre avec sérénité les variations de prix liées aux tensions sur les marchés de l'énergie. Ainsi, les coûts énergétiques n'ont guère eu d'incidence sur le comportement quotidien de la population pendant l'année de la guerre en Iran. L'utilisation de la voiture et de l'avion reste pratiquement inchangée. Le seul changement observable réside dans la volonté de miser sur des alternatives renouvelables lors du prochain achat important d'un véhicule ou d'un système de chauffage. Reste à voir si ces intentions se traduiront un jour par des décisions concrètes. Car, comme l'ont montré les chapitres

précédents, il existe souvent un fossé entre la volonté exprimée et l'action concrète.

La sécurité d'approvisionnement en point de mire

Neutre sur le plan climatique, abordable et sûr: tel devrait être, dans l'idéal, l'approvisionnement énergétique de la Suisse. Or, ces trois objectifs sont difficilement conciliables. Pour garantir un approvisionnement fiable à tout moment, il faut souvent faire des compromis sur le plan climatique ou financier. Comment la population définit-elle ses priorités face à ce dilemme? Quel rôle jouent les énergies fossiles dans la sécurité d'approvisionnement de la Suisse? Et dans quelle mesure sa perception du mix énergétique actuel et futur correspond-elle à la réalité?

5.1 LA SÉCURITÉ D'APPROVISIONNEMENT EST LA PRIORITÉ ABSOLUE

En matière d'approvisionnement énergétique, la Suisse est confrontée au défi de concilier trois objectifs⁵: la sécurité d'approvisionnement, une production d'énergie neutre sur le plan climatique et des prix bas. Pour garantir un approvisionnement

⁵Perspectives énergétiques 2050+ (OFEN)

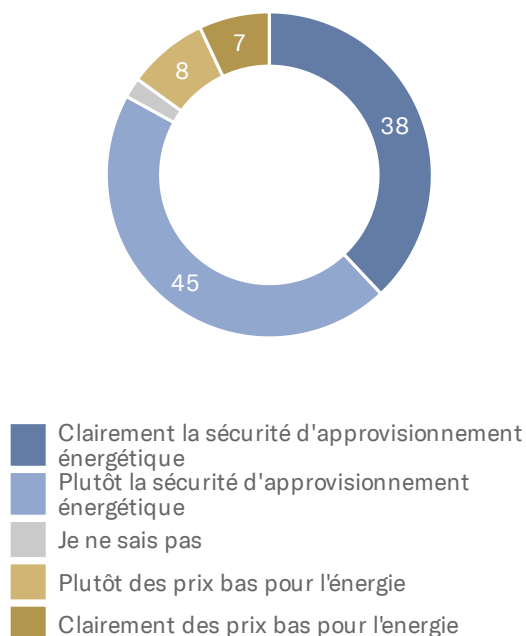
fiable à tout moment, il faut souvent recourir à des usines électriques facilement contrôlables, mais fossiles ou coûteuses, ce qui va à l'encontre soit des objectifs climatiques, soit de l'objectif de prix. Le développement des énergies renouvelables réduit certes les émissions à long terme, mais il nécessite des investissements élevés et s'accompagne de fluctuations liées aux conditions météorologiques, ce qui constitue un défi tant pour un approvisionnement à prix abordable que pour un approvisionnement sûr. Et celui qui mise avant tout sur des prix bas risque de faire des concessions soit en matière de décarbonisation, soit en matière de fiabilité. Toute mesure qui renforce l'un des trois objectifs se fait donc au détriment d'au moins un des autres.

Baromètre de l'énergie 2026

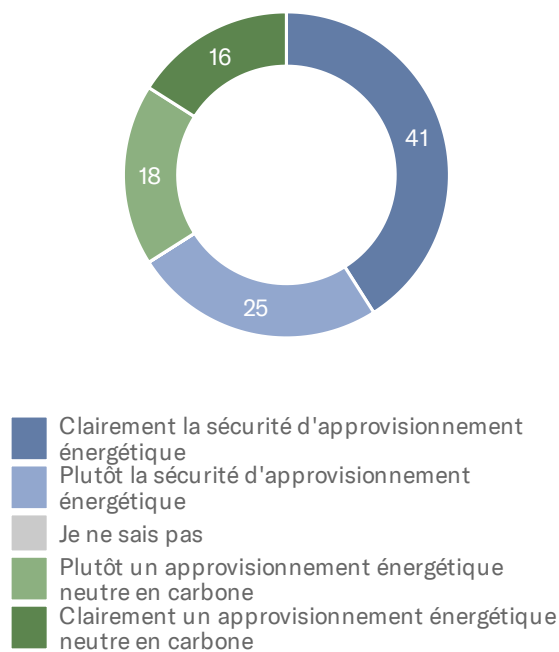
Priorités dans le trilemme énergétique (fig. 18)

«Sécurité d'approvisionnement ou prix bas de l'énergie: selon vous, qu'est-ce qui est le plus important?»; «Sécurité d'approvisionnement ou neutralité climatique: selon vous, qu'est-ce qui est le plus important?»; «Neutralité climatique ou prix bas de l'énergie: selon vous, qu'est-ce qui est le plus important?»

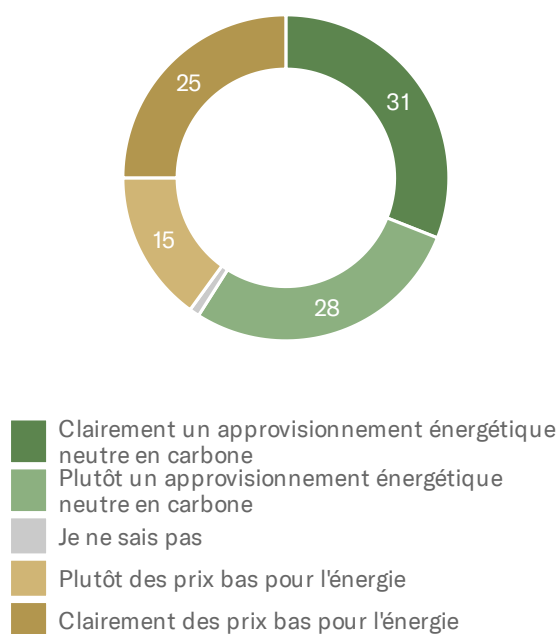
Sécurité vs prix



Sécurité vs neutralité climatique



Neutralité climatique vs prix

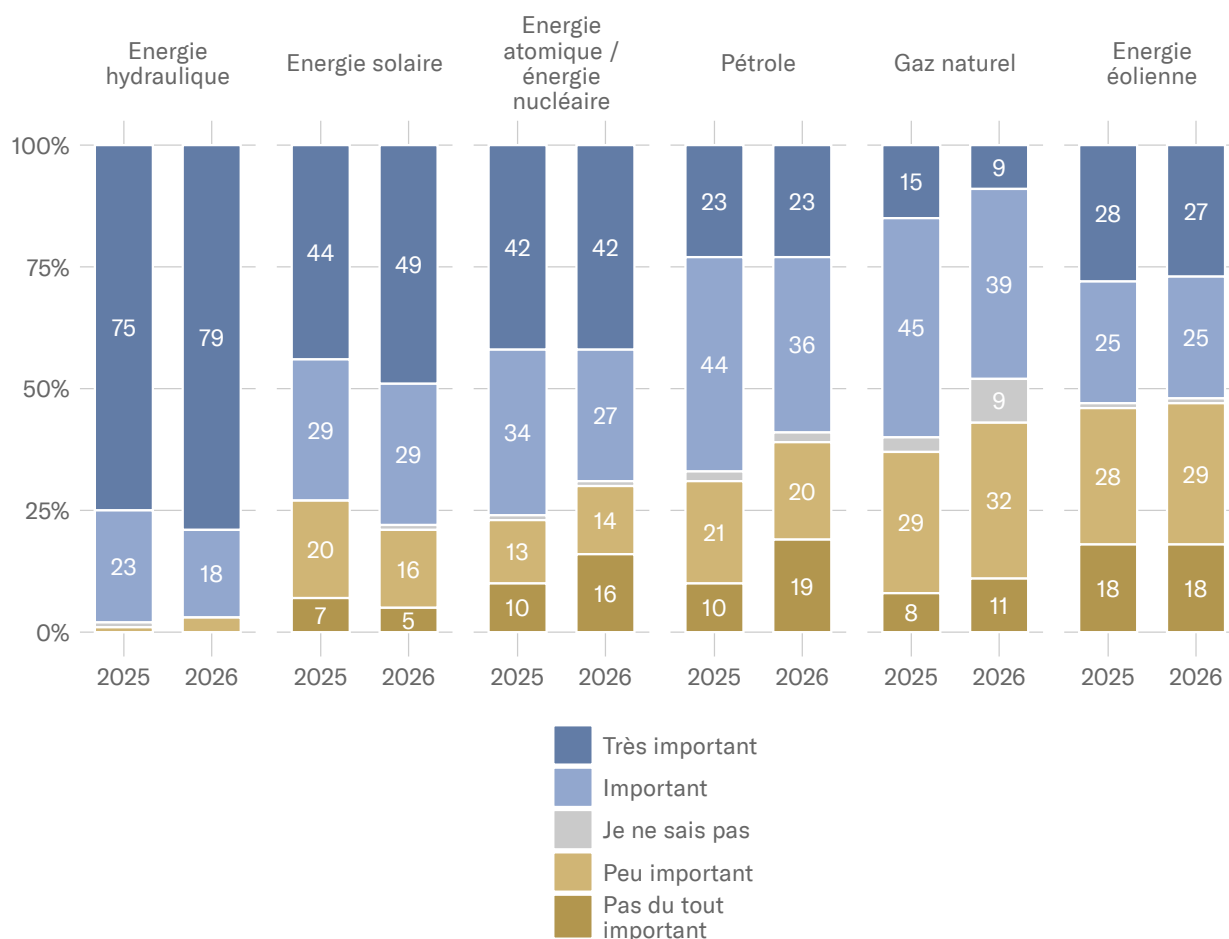


Face au trilemme énergétique, la population a des priorités claires, comme le montre la figure 18. La grande majorité privilégie un approvisionnement énergétique sûr (83 %) à un approvisionnement bon marché (15 %). Même dans une comparaison directe entre la sécurité d'approvisionnement et la production d'énergie climatiquement neutre, deux tiers de la population (66 %) optent pour la sécurité et seulement un tiers pour la neutralité climatique (34 %). La production d'énergie climatiquement neutre l'emporte en revanche sur le prix: lorsque ces deux objectifs sont mis en balance, 59 % privilégient la neutralité climatique et 40 % le prix. Si l'on en croit la population, les priorités en matière de politique énergétique devraient donc clairement être la sécurité d'approvisionnement, suivie de la production d'énergie climatiquement neutre. Les prix bas arrivent en dernière position.

Baromètre de l'énergie 2026

Importance des sources d'énergie pour la Suisse – Comparaison temporelle (fig. 19)

«D'après vous, quelle est actuellement l'importance des sources d'énergie suivantes pour garantir un approvisionnement énergétique stable en Suisse?»

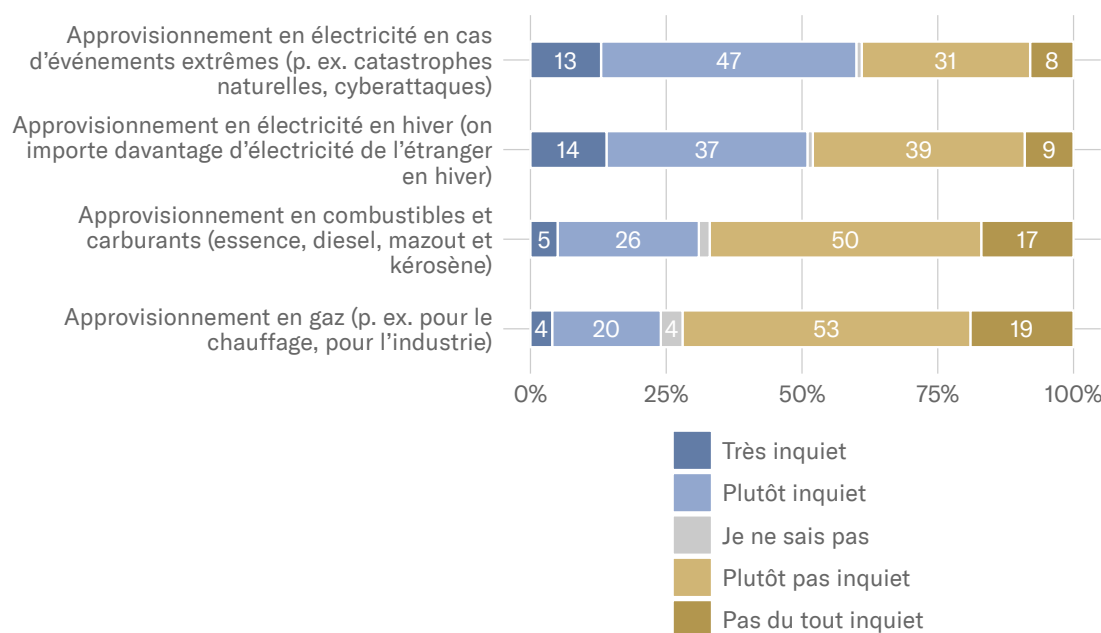


La figure 19 montre le rôle que jouent les différentes sources d'énergie du point de vue de la population pour la sécurité d'approvisionnement actuelle. Cette année encore, la quasi-totalité des sources d'énergie proposées sont considérées par une majorité des personnes interrogées comme importantes pour un approvisionnement énergétique stable. La population est particulièrement unanime en ce qui concerne l'énergie hydraulique: 97 % des personnes interrogées la jugent importante pour la sécurité d'approvisionnement actuelle. Il est frappant de constater que le pétrole (59 %) et le gaz naturel (48 %) se voient attribuer cette année une importance moindre pour la sécurité

d'approvisionnement que l'année précédente (pétrole: 67 %, gaz naturel: 60 %). Et ce, bien que les énergies fossiles représentent ensemble toujours plus de la moitié de la consommation finale.

Inquiétudes concernant la sécurité d'approvisionnement en Suisse (fig. 20)

«Si vous pensez aux cinq prochaines années: dans quelle mesure êtes-vous personnellement inquiet de la sécurité d'approvisionnement de la Suisse dans les domaines suivants?»



La figure 20 montre qu'une partie de la population s'inquiète bel et bien de la sécurité d'approvisionnement en Suisse. Cependant, les inquiétudes de la population ne correspondent pas à la situation réelle en matière de risques. Ce sont les événements extrêmes, tels que les catastrophes naturelles ou les cyberattaques (60 %), qui sont perçus comme les plus préoccupants – c'est-à-dire des scénarios certes graves, mais relativement rares. L'approvisionnement en électricité en hiver, au sujet duquel les experts mettent régulièrement en garde, est source d'incertitudes car la Suisse produit moins d'électricité pendant les mois froids et en importe davantage des pays voisins⁶, mais n'arrive qu'en deuxième position (51 %).

Il est remarquable de constater que, malgré la guerre en Iran et la crise dans le Golfe, à peine un tiers des personnes interrogées

⁶ Axpo Energy Report, 2026

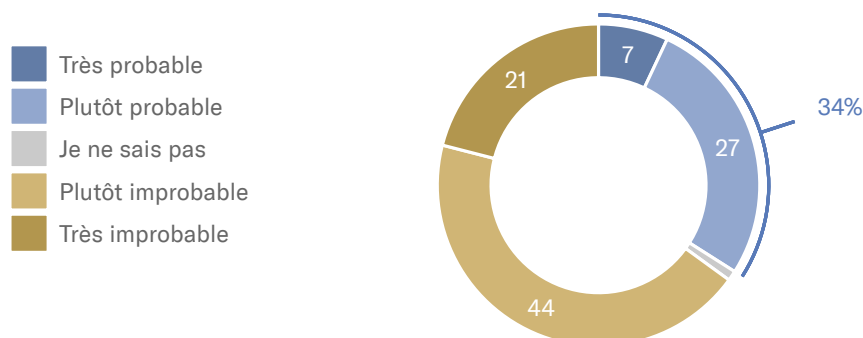
(31 %) s'inquiète de l'approvisionnement en combustibles et carburants (essence, diesel, fioul et kérosène), pour lesquels la Suisse est particulièrement dépendante des importations. Seul un quart (24 %) s'inquiète de l'approvisionnement en gaz en Suisse. Le fait que la population ne se fasse pas de grandes inquiétudes concernant l'approvisionnement en énergies fossiles malgré la situation actuelle montre à quel point l'image d'une infrastructure d'approvisionnement résiliente est profondément ancrée dans l'esprit des citoyens.

Malgré la guerre en Iran, seule une minorité s'inquiète de l'approvisionnement en énergies fossiles.

Bien que l'approvisionnement en électricité figure en tête des préoccupations de la population en cas d'événements extrêmes et en hiver, près de deux tiers (65 %) des personnes interrogées sont convaincues que l'électricité continuera à l'avenir à couler de manière fiable à tout moment dans les prises des foyers suisses (fig. 21). Interrogée sur la probabilité qu'une interruption généralisée et prolongée de l'approvisionnement en électricité – ce qu'on appelle un «black-out» – se produise en Suisse au cours des cinq prochaines années, la population se montre donc confiante. Un tiers des personnes interrogées (34 %) se montre toutefois préoccupé et considère qu'un tel événement est probable dans un avenir proche.

Probabilité d'un black-out électrique en Suisse (fig. 21)

«Selon vous, quelle est la probabilité qu'une interruption généralisée et prolongée de l'approvisionnement en électricité («black-out») se produise en Suisse au cours des cinq prochaines années?»



5.2 LES SOURCES D'ÉNERGIE D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

Le mix énergétique joue un rôle central dans la sécurité de l'approvisionnement énergétique de la Suisse. Il désigne la part des différentes sources d'énergie primaire dans l'approvisionnement énergétique d'un pays.⁷ La transformation ou le traitement permettent d'obtenir des sources d'énergie secondaires, qui sont directement utilisées par les consommateurs finaux pour leur approvisionnement énergétique. Parmi ces sources d'énergie secondaires figurent notamment le fioul, l'essence, le gazole, le charbon de bois et l'électricité.⁸ Afin d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et de garantir un approvisionnement énergétique sûr et à long terme, la Suisse poursuit progressivement sa transition énergétique. Dans ce contexte, la question se pose

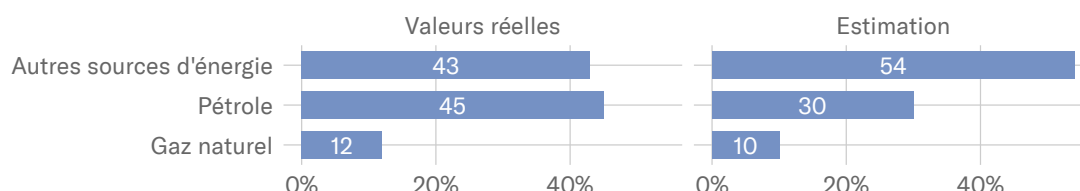
⁷ Perspectives énergétiques 2050+ (OFEN)

⁸ Statistiques énergétiques globales de la Suisse 2025 (OFEN)

régulièrement de savoir quel rôle les énergies fossiles doivent jouer dans le cadre de cette transition et au-delà.

Part réelle et estimée des énergies fossiles dans la consommation énergétique en Suisse (fig. 22)

Les valeurs réelles sont basées sur les statistiques énergétiques globales de la Suisse pour 2025 (consommation finale); Estimation: «À votre avis, quelle est actuellement la part [du pétrole/du gaz naturel] dans la consommation totale d'énergie en Suisse (ménages, transports, industrie et services)?», les estimations sont exprimées en médiane de la population.



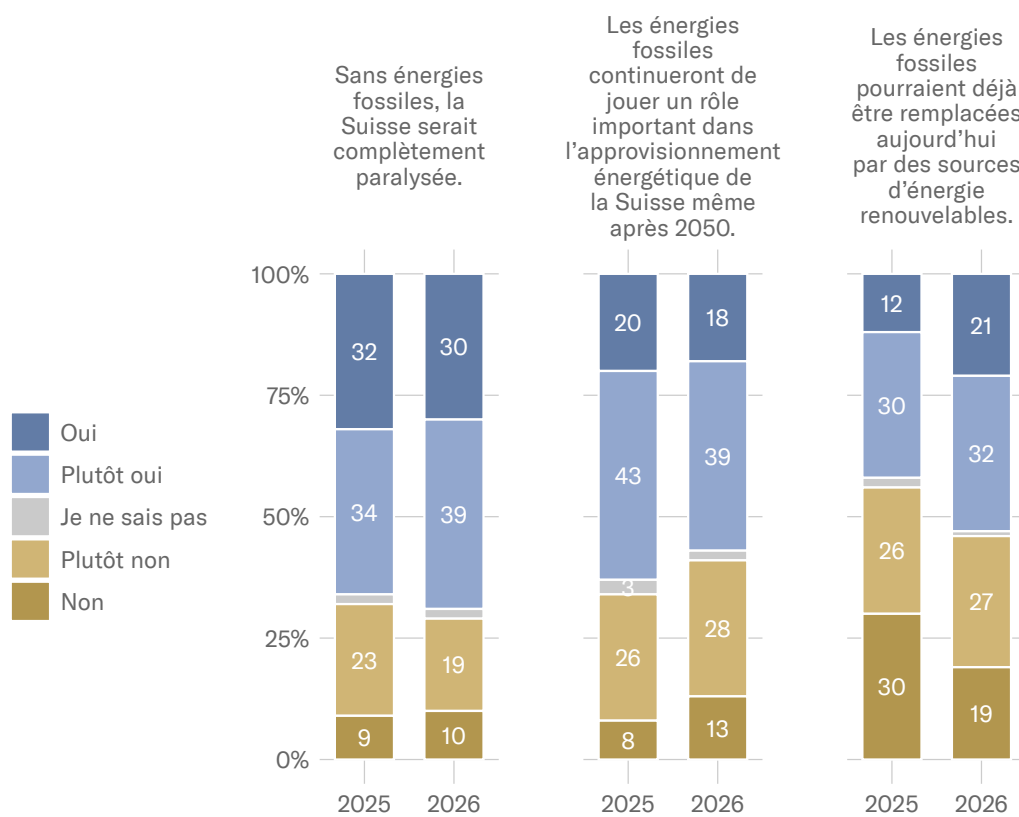
En 2025, plus de la moitié de la consommation finale en Suisse provenait de sources d'énergie fossiles: 45 % provenaient des produits pétroliers, et 12 % supplémentaires du gaz naturel.⁹ La figure 22 montre que la population sous-estime nettement l'importance des énergies fossiles. En médiane, les personnes interrogées estiment que la part du pétrole dans la consommation finale totale n'est que de 30 %. Cet écart montre que la dépendance réelle du système énergétique actuel vis-à-vis des énergies fossiles est perçue par le grand public comme nettement moins importante que ne le montrent les faits.

⁹ Statistiques énergétiques globales de la Suisse 2025, consommation finale (OFEN)

Baromètre de l'énergie 2026

Opinion sur les énergies fossiles – Comparaison temporelle (fig. 23)

«Êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes?»



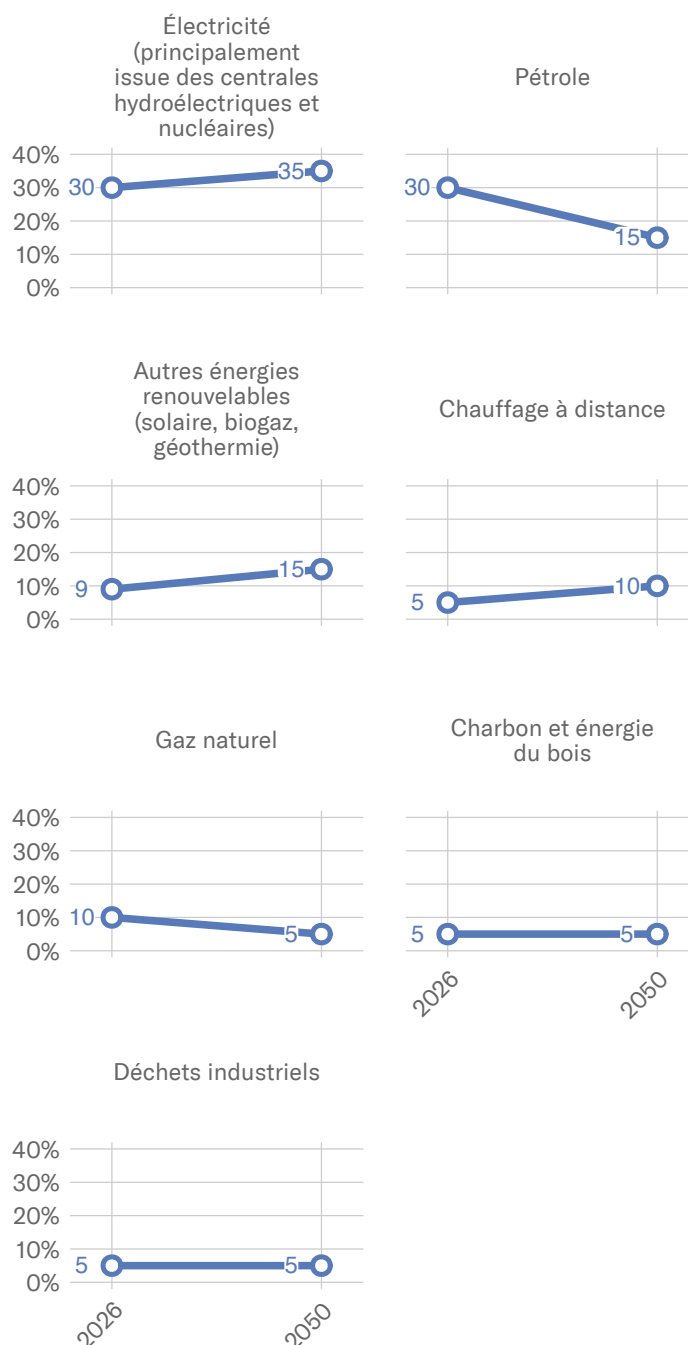
Pourtant, aux yeux de la population, les énergies fossiles sont actuellement difficiles à remplacer. Comme l'année dernière, une nette majorité des personnes interrogées (69 %, +3 points de pourcentage) estime que la vie publique en Suisse s'arrêterait aujourd'hui sans les énergies fossiles (fig. 23). Une majorité des personnes interrogées (57 %) est par ailleurs convaincue que les énergies fossiles continueront à jouer un rôle prépondérant dans l'approvisionnement énergétique suisse au-delà de 2050, même si cette proportion a baissé de six points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Une partie plus restreinte mais croissante de la population (53 %, contre 42 % l'année précédente) estime qu'il est théoriquement possible de remplacer entièrement les énergies fossiles par des sources renouvelables dès aujourd'hui – ce qui révèle là encore une certaine contradiction dans l'attitude des personnes interrogées. Ainsi, une majorité reconnaît le rôle prépondérant des énergies fossiles aujourd'hui et à l'avenir, tout en soutenant néanmoins l'affir-

Baromètre de l'énergie 2026

mation selon laquelle celles-ci pourraient déjà être remplacées aujourd'hui.

Part estimée de certaines sources d'énergie dans la consommation énergétique en Suisse (fig. 24)

«D'après vous, quelle part représentent [aujourd'hui/en 2050] les sources d'énergie suivantes dans la consommation finale totale en Suisse (ménages, transports, industrie et services)?», les estimations sont exprimées en médianes de la population.



La figure 24 montre comment les personnes interrogées évaluent la part de chaque source d'énergie dans la consommation finale totale, aujourd'hui et en 2050. Selon leurs estimations, la part de l'électricité produite notamment à partir de l'énergie hydraulique et nucléaire passera de 30 % aujourd'hui à 35 %, tandis que celle des énergies renouvelables issues du soleil, du biogaz et de la géothermie passera de 9 % à 15 %. On prévoit également une augmentation de l'importance du chauffage à distance (de 5 % à 10 %). En revanche, la population table sur une part stable pour le charbon, l'énergie du bois et l'énergie issue des déchets industriels (5 % chacun en médiane). Les énergies fossiles devraient jouer un rôle plus modeste en 2050 qu'aujourd'hui: la population estime que la part du pétrole dans la consommation totale d'énergie s'élèvera à 15 % en 2050, et celle du gaz naturel à 5 %. Ces résultats montrent que, si la population s'attend clairement à une transition vers des sources d'énergie moins émettrices, elle attribue néanmoins encore un rôle important aux énergies fossiles pour l'année 2050. Au total, selon l'estimation des personnes interrogées, le pétrole et le gaz naturel représenteront encore, dans 24 ans, 20 % de la consommation totale d'énergie. La population ne s'attend donc pas à une sortie totale des énergies fossiles, mais à un rééquilibrage progressif.

En résumé, pour la population suisse, la sécurité d'approvisionnement devrait être l'objectif premier de la politique énergétique – avant même la neutralité climatique et les prix bas. Pour l'avenir, la population s'attend à une transition vers les sources renouvelables, mais pas à une sortie complète à court terme. La transition énergétique est perçue comme un rééquilibrage progressif, et non comme une rupture brutale. Même après 2050, la population attribue aux énergies fossiles un rôle central, bien que moindre, dans le mix énergétique suisse.

Collecte des données et méthodologie

Les données ont été collectées entre le 3 et le 14 juillet 2026. La population de référence de l'enquête est constituée de la population résidante linguistiquement intégrée de Suisse alémanique et de Suisse romande. L'enquête a été réalisée via le panel en ligne de Sotomo. Après nettoyage et contrôle des données, les réponses de 1726 personnes ont pu être utilisées pour l'analyse. Pour des raisons liées à la durée de l'enquête, certaines questions n'ont été posées qu'à la moitié des participants, choisie au hasard.

Les participants à l'enquête se recrutant eux-mêmes (opt-in), des biais peuvent apparaître dans la composition de l'échantillon. Des méthodes de pondération statistique sont donc appliquées afin que l'échantillon soit représentatif de la population au regard des caractéristiques sociodémographiques essentielles. Les caractéristiques suivantes ont été prises en compte lors de la pondération: sexe, âge, niveau de formation, affiliation politique, région linguistique et comportement de vote lors des référendums sur la loi sur l'électricité (juin 2024) et la loi sur le climat et l'innovation (juin 2023). Cette approche garantit une forte représentativité de la population résidante de la Suisse. Pour l'échantillon global considéré, l'intervalle de confiance à 95 % (pour une part de 50 %) est de +/- 2.4 points de pourcentage.

SOTCMO